

Avis voté en plénière du 12 juin 2018

# Mieux investir pour la France – Rapport annuel sur l'état de la France en 2018

## Déclaration du groupe UNAF

Selon James Heckman, Prix Nobel d'économie en 2000, « *Les investissements qui renforcent les capacités parentales des familles sont le moyen le plus efficace de promouvoir la mobilité sociale et de garantir des opportunités pour tous* ». Pour le groupe de l'UNAF, la politique familiale dans sa dimension de soutien à la parentalité constitue un investissement social indispensable. L'accompagnement à la parentalité s'inscrit en amont de l'apparition de toute difficulté et s'adresse à tous les parents qui s'interrogent sur l'éducation de leurs enfants au quotidien. Les parents sont les premiers éducateurs de leurs enfants et leur permettre de jouer pleinement leur rôle constitue un levier indéniable de réussite à tous les niveaux (scolaire, social...).

C'est la raison pour laquelle à la veille de la signature de la convention d'objectifs et de gestion entre l'État et la CNAF pour la période 2018-2022, l'UNAF rappelle que les efforts financiers engagés pour la politique de soutien à la parentalité doivent être poursuivis et recevoir un doublement des budgets dédiés. Ces budgets représentent des sommes relativement modiques, très mesurées au regard du montant du Fonds national d'action sociale alors que les actions financées ont toutes un effet de levier très fort. L'efficacité de cette politique publique est maximale et demande à être développée de manière universelle.

L'accueil de la petite enfance, autre axe de notre politique familiale est constitutif d'investissement social, ceci dans un double objectif : permettre la conciliation vie familiale et vie professionnelle mais aussi favoriser l'éducation, lutter contre les inégalités et la pauvreté. Permettre aux parents d'être dans de bonnes conditions pour élever leurs enfants est un investissement social fort.

Enfin, le groupe de l'UNAF tient à mettre l'accent sur la formation au cœur de l'investissement social. Dans l'économie de la connaissance et des services qui caractérise nos sociétés occidentales, un haut niveau de qualifications et de compétences est devenu fondamental. Sur le marché du travail, on constate que la part des emplois nécessitant un niveau de compétences élevé ne cesse d'augmenter. Pour autant, les investissements dans la formation ne vont pas facilement à ceux qui en auraient le plus besoin : actifs peu ou pas qualifiés menacés d'une obsolescence de leurs compétences. Les formations continues touchent ceux qui ont déjà beaucoup et disposent d'un fort capital de formation initiale. Il faut donc bâtir une stratégie nationale de compétences et permettre ainsi d'adapter la formation à tous les actifs et demandeurs d'emploi, y compris et surtout pour les moins qualifiés.

Le groupe de l'UNAF a voté l'avis.